

## AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

**1990 à 1999 inclus**

### 1990

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.184-1	942	06.02.1990	Proposition de loi relative au statut du travail par équipes successives, déposée par M. le Sénateur E. EGELMEERS.
1.184/1-1	943	23.03.1990	Mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit.
1.172-1	944	23.03.1990	Projet de loi relatif au licenciement du travailleur qui réduit ses prestations dans le cadre de l'article 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.
1.187-1	945	23.03.1990	Proposition de loi VAN DEN BOSSCHE-DERYCKE modifiant, en ce qui concerne la prescription de l'action publique, la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.
1.198-1	946	15.05.1990	Travail à temps partiel - Exécution de l'article 183 de la loi-programme - Marges de variabilité.
1.207-1	947	15.05.1990	Projet d'arrêté royal déterminant les dérogations à la limite minimale de la durée des prestations des travailleurs.
1.204-1	948	15.05.1990	Adaptation de la réglementation en matière de travail autorisé pour les pensionnés.
1.206-1	949	15.05.1990	Etudiants occupés dans les liens d'un contrat de travail durant les vacances d'été - Dispense d'assujettissement.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
606 1.025-3	950	15.05.1990	OIT - Soumission au Parlement des instruments adoptés par la Conférence internationale du travail lors de sa 75e session (Genève, juin 1988). - Convention n° 168 concernant la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage. - Recommandation n° 176 concernant la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage.
1.205-1	951	15.05.1990	OIT - Révision générale de la composition des commissions d'industrie et commissions assimilées.
1.114/1-2	952	15.05.1990	Libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté - Proposition modifiée de règlement du Conseil modifiant la règlement (CEE) n° 1612/68 et proposition modifiée de directive du Conseil modifiant la directive 68/360/CEE.
1.194-1	953	15.05.1990	Projet d'arrêté royal organisant l'accès aux informations et l'usage du numéro d'identification du registre national des personnes physiques dans le chef d'organismes qui remplissent des missions d'intérêt général dans le cadre de la législation relative à la sécurité sociale - Fonds de sécurité d'existence.
1.151-1	954	15.05.1990	Fixation de la date et de la période des élections sociales.
1.211-1	955	15.05.1990	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 août 1985 désignant les catégories de personnes tenues de demander la carte de sécurité sociale - Suppression de la carte de sécurité sociale dans le secteur de la construction à partir du 1er avril 1990.
1.155-2	956	05.07.1990	Avant-projet de code de la sécurité sociale du 15 mars 1985 - Devoirs des institutions.
1.221-1	957	05.07.1990	Adaptation de la réglementation en matière de travail autorisé pour les pensionnés - Fixation du montant de la limite annuelle.
1.216-1	958	05.07.1990	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs - Adaptations de texte suite à la réforme de l'Etat.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.219-1	959	05.07.1990	Projet d'arrêté royal fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.
1.151-2	960	05.07.1990	Elections sociales 1991.
1.154-1	961	05.07.1990	Régime du temps de travail pour les ouvriers occupés par la NV KRANEN MICHELSSENS - Demande de dérogation aux dispositions de la loi sur le travail.
606 1.226-1	962	25.09.1990	78e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1991) - Rapport V (1) - Protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur.
1.228/1-1	963	25.09.1990	Dérogation à la durée minimale des prestations hebdomadaires des travailleurs occupés à temps partiel (art. 182 de la loi-programme du 22 décembre 1989) : Union nationale des Mutualités socialistes - Convention collective de travail du 28 mars 1990.
1.228/1-2	964	25.09.1990	Dérogation à la durée minimale des prestations hebdomadaires des travailleurs occupés à temps partiel (art. 182 de la loi-programme du 22 décembre 1989) : Foyer culturel de Florennes ASBL à Florennes - convention collective de travail du 7 mai 1990.
1.228/2-1	965	25.09.1990	Dérogation à la durée minimale des prestations hebdomadaires des travailleurs occupés à temps partiel (art. 182 de la loi-programme du 22 décembre 1989) : SPRL Sud Fiduciaire à Arlon - convention collective de travail du 30 mai 1990.
1.234-1	966	25.09.1990	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs - Cotisations de sécurité sociale - Exclusion - Chèques-repas (Fonction publique).
1.233-1	967	23.10.1990	Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs - Cotisations de sécurité sociale - Exclusion - Cadeaux en nature, en espèces et sous forme de chèques.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.223	968	23.10.1990	Projet d'arrêté royal complétant l'article 35 bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs - Prescription des cotisations de sécurité sociale calculées sur les arriérés de rémunérations.
1.162 1.231-1	969	23.10.1990	OIT - 78e session de la Conférence internationale du Travail - (juin 1991) - Rapport IV (1) - Conditions de travail dans les hôtels, restaurants et établissements similaires.
1.228/3/1-1	970	23.10.1990	Dérogation à la durée minimale des prestations hebdomadaires des travailleurs occupés à temps partiel (art. 182 de la loi-programme du 22 décembre 1989) : Mutualité "De Blauwe Bloem" à Bruxelles - Convention collective de travail du 31 mai 1990.
1.228/3/2-1	971	23.10.1990	Dérogation à la durée minimale des prestations hebdomadaires des travailleurs occupés à temps partiel (art. 182 de la loi-programme du 22 décembre 1989) : ASBL Sint-Niklase Sport-, Spel- en Recreatiecentra à Saint-Nicolas - Convention collective de travail du 8 juin 1990.
1.228/3/3-1	972	23.10.1990	Dérogation à la durée minimale des prestations hebdomadaires des travailleurs occupés à temps partiel (art. 182 de la loi-programme du 22 décembre 1989) : ASBL Vivo à Torhout - Convention collective de travail du 20 juin 1990.
1.228/3/4-1	973	23.10.1990	Dérogation à la durée minimale des prestations hebdomadaires des travailleurs occupés à temps partiel (art. 182 de la loi-programme du 22 décembre 1989): Résidence Beaugency & Bretigny à Heusy - Convention collective de travail du 27 août 1990.
1.228/3/5-1	974	23.10.1990	Dérogation à la durée minimale des prestations hebdomadaires des travailleurs occupés à temps partiel (art. 182 de la loi-programme du 22 décembre 1989) : Résidence Le Perron à Verviers - Convention collective de travail du 27 août 1990.
1.228/3/6-1	975	23.10.1990	Dérogation à la durée minimale des prestations hebdomadaires des travailleurs occupés à temps partiel (art. 182 de la loi-programme du 22 décembre 1989) : Résidence Sorrento à Heusy - Convention collective de travail du 27 août 1990.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.228/3/7-1	976	23.10.1990	Dérogation à la durée minimale des prestations hebdomadaires des travailleurs occupés à temps partiel (art. 182 de la loi-programme du 22 décembre 1989) : ASBL Bibliothèque publique locale de Florennes à Florennes - Convention collective de travail du 25 août 1990.
1.228/4/1-1	977	23.10.1990	Dérogation à la durée minimale des prestations hebdomadaires des travailleurs occupés à temps partiel (art. 182 de la loi-programme du 22 décembre 1989) : ASBL Ecole de Ballet Jacqueline STAS à Ottignies - Convention collective de travail du 9 août 1990.
1.228/4/2-1	978	23.10.1990	Dérogation à la durée minimale des prestations hebdomadaires des travailleurs occupés à temps partiel (art. 182 de la loi-programme du 22 décembre 1989) : Bureau d'Expertise P. FRERE à Seraing - Convention collective de travail du 10 août 1990.
1.228/4/3-1	979	23.10.1990	Dérogation à la durée minimale des prestations hebdomadaires des travailleurs occupés à temps partiel (art. 182 de la loi-programme du 22 décembre 1989) : ASBL MECAM à Alleur - Convention collective de travail du 6 juin 1990.
1.252-1	980	18.12.1990	Arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur des indemnités d'invalidité et des prépensions - Adaptation des montants-planchers.
455 1.220-1	981	18.12.1990	Critères à prendre en considération lors de l'exécution des articles 6 et 8 de la convention collective de travail n° 17 et de l'article 9, § 2 de la convention collective de travail n° 46 - Statistiques en matière de salaires.
1.257/2-1	982	18.12.1990	Mesures de promotion de l'emploi - Groupes à risques.
1.155-3	983	18.12.1990	Avant-projet de code de la sécurité sociale du 15 mars 1985 - Ombudsman.
1.250-1	984	18.12.1990	Projet d'arrêté royal modifiant l'article 17, § 2, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs - Modalités de non assujettissement à la sécurité sociale des contrôleurs de stades et autres préposés des Clubs de football.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.225-1	985	18.12.1990	Demandes de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs - ASSOCIATION REPRESENTATIVE DES POUVOIRS ORGANISATEURS DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE.
1.249-1	986	18.12.1990	Demandes de reconnaissance comme organisation représentative d'employeurs: - "VLAAMSE FEDERATIE VAN BESCHUTTE WERKPLAATSEN" (VLAB); - ENTENTE FRANCOPHONE ET GERMANOPHONE DES ATELIERS PROTEGES (EWAP); - FEDERATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS MEDICO-SOCIALES (FNAMS); - "FEDERATIE VAN DE WESTVLAAMSE BESCHERMDE WERKPLAATSEN"; - FEDERATION PROVINCIALE DES ATELIERS PROTEGES DU HAINAUT (FAPH).
735 1.236-1	987	18.12.1990	Projet d'arrêté royal étendant l'application de la législation relative à l'octroi du congé-éducation payé aux travailleurs des agences publiques de travail intérimaire.
1.257/1-1	988	18.12.1990	Petit chômage lors de la naissance et de l'adoption d'un enfant - Exécution du point IV, 4 de l'Accord interprofessionnel 1991-1992.

## 1991

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.265-1	989	29.01.1991	Réforme de l'indice des prix à la consommation - Etablissement d'un coefficient de conversion.
1.256-1	990	29.01.1991	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs - Assujettissement - Extension à la SNCB.
1.260-1	991	29.01.1991	Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises - Cotisations patronales pour 1991.
1.266-1	992	12.02.1991	Financement de la sécurité sociale - Prévisions budgétaires 1991.
1.255-1	993	12.02.1991	Arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs - Chèques-repas - Suppression de l'article 19 bis, § 2, 4°.
1.257/2-2	994	12.02.1991	Mesures de promotion de l'emploi - Groupes à risques.
1.192-1	995	12.02.1991	Indexation des prestations sociales et des montants prévus dans les régimes établis au niveau interprofessionnel.
1.257/3-1	996	05.03.1991	CCT n° 19 ter remplaçant la convention collective de travail n° 19 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs.
1.262-1	997	05.03.1991	Avant-projet de loi portant des dispositions de réglementation de diverses formes de travail des jeunes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- dispositions relatives au travail des enfants;</li> <li>- modifications de la législation sur le travail suite à l'abaissement de l'âge de la majorité civile.</li> </ul>

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.263-1	998	05.03.1991	Avant-projet de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail - Programmes de remise au travail.
1.267-1	999	26.03.1991	Proposition de directive du Conseil concernant la constitution d'un comité d'entreprise européen dans les entreprises ou les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs.
1.240-1	1.000	26.03.1991	Avant-projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés.
1.243-1	1.001	21.05.1991	Projet d'arrêté royal insérant un chapitre V dans le titre II du Règlement général pour la protection du travail - Dispositions particulières pour les travailleurs intérimaires.
1.254-1	1.002	21.05.1991	Experts dans les conseils d'entreprise et les comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail (Loi du 20 septembre 1948, article 16. Loi du 10 juin 1952, article 1, § 4, g).
1.217-1	1.003	21.05.1991	Examen de la problématique générale relative à la dispense d'assujettissement à la sécurité sociale des étudiants-jobistes.
1.280-1	1.004	21.05.1991	Avant-projet de loi modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs - Cotisations patronales - CPAS.
1.241-1	1.005	21.05.1991	Loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de retraite pour les travailleurs salariés - Femmes inactives ayant atteint l'âge de 60 ans.
1.276/1-1	1.006	02.07.1991	Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées la 30 novembre 1935, dans le cadre de l'organisation transparente du marché des entreprises et des offres publiques d'acquisition (Doc. parl. Sénat, session 1990-1991, 1107-1).
1.292-1	1.007	02.07.1991	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 juin 1985 déterminant les conditions dans lesquelles les mineurs de quinze ans et plus peuvent conclure des contrats d'occupation d'étudiants.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.259-1	1.008	02.07.1991	Projet d'arrêté royal assimilant certaines périodes de suspension de l'exécution du contrat de travail à des périodes de travail en vue de la prolongation de la période l'interruption du travail après la huitième semaine après l'accouchement.
1.290-1	1.009	26.07.1991	Financement de la sécurité sociale - Prévisions budgétaires 1992.
1.261-1	1.010	29.10.1991	Problématique de l'intégration des immigrés.
1.262-2	1.011	29.10.1991	<p>Avant-projet de loi portant des dispositions de réglementation de diverses formes de travail de jeunes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dispositions relatives au travail d'étudiants;</li> <li>- dispositions relatives au travail des jeunes travailleurs.</li> </ul>
1.286-1	1.012	29.10.1991	Projet d'arrêté royal organisant la protection des travailleurs contre le harcèlement sexuel sur les lieux de travail.
1.295-1	1.013	29.10.1991	Projet d'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés - Modification des articles 15, 16, 6° en 17; 18, 4°; 41, 6° en 15° en 43, 4°.
1.299-1 1.299/1-1	1.014	29.10.1991	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet d'arrêté royal instituant un document social unique dans le secteur de l'horticulture.</li> <li>- Projet d'arrêté royal modifiant l'article 17 ter de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs - secteur de l'horticulture - exclusion.</li> </ul>
1.289-1	1.015	29.10.1991	OIT - 79e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1992) - Rapport V (1) - Prévention des catastrophes industrielles.
1.308-1	1.016	17.12.1991	Arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur les indemnités d'invalidité et des prépensions - Adaptation des montants-planchers.
447 1.307-1	1.017	17.12.1991	Saisi de la rémunération : article 1409 du Code judiciaire - Adaptation des montants.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.312-1	1.018	17.12.1991	Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises - Cotisations patronales pour 1992.
1.226 1.304-1	1.019	17.12.1991	OIT - 79e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1992) - Rapport IV (1) - Protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur.
1.068-1	1.020	17.12.1991	Propositions en matière de commissions paritaires pour le secteur non marchand et les professions libérales.

## 1992

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.180-1	1.021	10.02.1992	Outplacement.
606 1.316-1	1.022	10.02.1992	Travail de nuit des femmes - Dénonciation de la convention (n° 89) concernant le travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie, 1948.
606 1.306-1	1.023	10.02.1992	OIT - Soumission au Parlement des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail lors de sa 76e session (juin 1989) - Convention n° 169 concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants.
1.257/7-1	1.024	10.02.1992	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. Convention collective de travail relative à l'octroi d'un double pécule pour le troisième jour de la quatrième semaine de vacances.
1.320-1	1.025	19.05.1992	Synchronisation des montants-plafonds des allocations octroyées dans certaines branches de la sécurité sociale.
1.318-1	1.026	19.05.1992	Projet d'arrêté royal déterminant les conditions et les modalités selon lesquelles la valeur probante est accordée, pour l'application de la sécurité sociale, à des informations enregistrées, conservées ou reproduites, par les institutions de sécurité sociale, selon des procédés photographiques, optiques, électroniques ou par toute autre technique, ainsi qu'à leur représentation sur un support lisible.
1.310-1	1.027	19.05.1992	Avant-projet d'arrêté royal relatif à l'organisation de la protection de l'information dans les institutions de sécurité sociale.
1.330-1	1.028	19.05.1992	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 juin 1985 déterminant les conditions dans lesquelles les mineurs de quinze ans et plus peuvent conclure des contrats d'occupation d'étudiants.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.325-1	1.029	19.05.1992	OIT - Soumission au Parlement des instruments adoptés par le Conférence internationale du Travail lors de sa 77e session (juin 1990) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Convention n° 170 concernant la sécurité dans l'utilisation des substances chimiques sur les lieux de travail.</li> <li>- Recommandation n° 177 concernant la sécurité dans l'utilisation des substances chimiques sur les lieux de travail.</li> </ul>
1.326-1	1.030	28.07.1992	OIT - Soumission au Parlement : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la Convention n° 171 concernant le travail de nuit;</li> <li>- de la Recommandation n° 178 concernant le travail de nuit;</li> <li>- du Protocole relatif à la Convention sur le travail de nuit (femmes).</li> </ul>
1.155-4 1.296-1	1.031	28.07.1992	Proposition e loi visant à instituer "la Charte" de l'assuré social, déposée par Mme CORBISIER-HAGON et consorts, (Chambre des Représentants, session extraordinaire 1991-1992, Doc. 353/1-91/92 (SE) du 18 mars 1992).
1.285-1	1.032	28.07.1992	Conversion du congé de maternité en congé de paternité lors du décès ou de l'hospitalisation de la mère.
1.336-1	1.033	28.07.1992	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 2 bis de la loi du 28 décembre 1977 garantissant la protection des médecins du travail.</li> <li>- Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant les modalités selon lesquelles les délégués des travailleurs au comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail ou les membres de la délégation syndicale du personnel obtiennent le remplacement d'un médecin du travail.</li> </ul>
1.331-1 1.332-1 1.333-1 1.334-1 1.335-1	1.034	28.07.1992	Demandes de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>- ASSOCIATION DES MAISONS D'ACCUEIL ASBL (AMA);</li> <li>- FEDERATION DES EQUIPES MANDATEES EN MILIEU OUVERT ASBL (FEMMO);</li> <li>- FEDERATION DES SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL ASBL (FSPF);</li> <li>- "PLURALISTISCH OVERLEG WELZIJSWERK VZW" (POW);</li> <li>- "VERBOND VAN VOORZIENINGEN VOOR JEUGD- EN GEHANDICAPTENZORG VZW" (VVJG).</li> </ul>
1.288/1-1	1.035	28.07.1992	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 juillet 1987 portant des mesures en vue de la promotion de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans le secteur privé.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.145/5-1	1.036	28.07.1992	Aspects de droit social liés au droit des faillites.
1.346-1	1.037	06.10.1992	OIT - 80e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1993) - Rapport V (1) - Le travail à temps partiel.
1.352-1	1.038	06.10.1992	Projet de loi modifiant la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale - articles 24 et 25.
1.344-1	1.039	17.11.1992	Projet d'arrêté royal fixant les conditions et les modalités d'exercice des droits ouverts par l'article 19 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.
1.356-1	1.040	17.11.1992	Projet d'arrêté royal d'exécution des dispositions de la loi-programme du 22 décembre 1989 relatives à la priorité aux travailleurs à temps partiel pour l'obtention d'un emploi vacant chez leur employeur.
1.317-1	1.041	17.11.1992	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 juillet 1985 d'exécution des dispositions de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales en ce qui concerne le congé-éducation payé - Enseignement artistique de promotion socioculturelle.
1.162/ 1.231 1.355-1	1.042	17.11.1992	OIT - Soumission au Parlement des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail lors de sa 78e session (juin 1991) - Convention n° 172 et Recommandation n° 179 concernant les conditions de travail dans les hôtels, restaurants et établissements similaires.
1.289 1.353-1	1.043	17.11.1992	OIT - 80e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1993) - Rapport IV (1) - Prévention des accidents industriels majeurs..
1.308 1.368-1	1.044	22.12.1992	Arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur les indemnités d'invalidité et des prépensions - Adaptation des montant-planchers.
1.359 1.370/2-1	1.045	22.12.1992	Chômage temporaire - Exécution de l'accord interprofessionnel 1993-1994.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.310 1.358-1	1.046	22.12.1992	Avant-projet d'arrêté royal relatif à l'organisation de la protection de l'information dans les institutions de sécurité sociale.
1.341-1	1.047	22.12.1992	Avant-projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant diminution temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes - cumul.
1.374-1	1.048	22.12.1992	Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises - cotisations patronales pour 1993.

## 1993

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.370/4-1	1.049	23.02.1993	Exclusion de l'indemnité complémentaire égale au double pécule du troisième jour de la quatrième semaine de vacances, de la base de perception des cotisations de la sécurité sociale.
1.375-1	1.050	23.02.1993	Projet d'arrêté royal fixant pour les travailleurs assujettis à l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, la rémunération fictive afférente aux journées d'inactivité assimilées à des journées de travail effectif par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés.
1.373-1	1.051	23.02.1993	Projet d'arrêté royal concernant le travail des enfants.
1.370/9-1	1.052	23.02.1993	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les critères auxquels doit répondre une entreprise pour que sa restructuration puisse être assimilée à une fermeture par le Comité de gestion du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise - Exécution du point 5 de l'accord interprofessionnel 1993-1994.
1.381	<b>CCE</b>	12.03.1993	Intervention patronale dans les nouveaux tarifs des cartes des trains.
1.347-1	1.053	06.04.1993	Projet de loi sur les faillites - Dispositions de droit social.
1.370/10-1	1.054	25.05.1993	Accueil des enfants (exécution du point 3, b) de l'Accord interprofessionnel 1993-1994).
1.382-1	1.055	25.05.1993	Projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 147 quater, § 2, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.
1.350-1	1.056	25.05.1993	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 octobre 1990 relatif aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.394-1	1.057	25.05.1993	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 juin 1985 déterminant les conditions dans lesquelles les mineurs de quinze ans et plus peuvent conclure des contrats d'occupation d'étudiants.
1.361 1.370/3-1	1.058	13.07.1993	Emplois à temps partiel en fin de carrière et prépension à mi-temps (Exécution du point 6 de l'Accord interprofessionnel 1993-1994).
1.370/5-1	1.059	13.07.1993	Interruption de la carrière professionnelle (Exécution du point 7 de l'Accord interprofessionnel 1993-1994).
1.378-1	1.060	13.07.1993	Proposition de loi instituant le congé pour soins palliatifs (Doc. Parl. Chambre, 161/1 - 91/92 (SE)).
1.348-1	1.061	13.07.1993	Proposition de loi portant uniformisation de la législation relative au salaire garanti et suppression du jour de carence (Sénat, session extraordinaire 1991-1992, n° 250-1 (SE 1991-1992) du 13 mars 1992).
1.396-1	1.062	13.07.1993	Exécution de la législation relative à l'octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs.
1.395-1	1.063	13.07.1993	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs de la Fédération des cinémas de Belgique.
1.398-1	1.064	13.07.1993	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs de l'Association belge des distributeurs de films.
1.370/12-1	1.065	13.07.1993	Dispense de l'obligation de stage - Projet d'arrêté royal (Exécution du point 4 de l'Accord interprofessionnel 1993-1994).
1.370/13-1	1.066	13.07.1993	Accueil des enfants. Projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 4 de la loi du 10 juin 1993 transposant certaines dispositions de l'Accord interprofessionnel du 9 décembre 1992.
1.370/14-1	1.067	13.07.1993	Chômage temporaire et salaire garanti (Exécution du point 3, 4e tiret, du protocole de l'Accord interprofessionnel du 9 décembre 1992).

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.370/15-1	1.068	13.07.1993	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 juillet 1985 d'exécution de la section 6 - Octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs - du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.
1.407-1	1.069	05.10.1993	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant la pension des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général.</li> <li>- Arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 1er juillet 1993 (Egalité de traitement entre hommes et femmes).</li> </ul>
1.406-1	1.070	05.10.1993	Projet de loi relatif à l'accord et au sursis de paiement.
1.416-1	1.071	05.10.1993	OIT - 81e session de la Conférence internationale du travail (juin 1994) - Rapport IV (1) - Le travail à temps partiel.
1.397-1	1.072	05.10.1993	OIT - 81e session de la Conférence internationale du travail (juin 1994) - Rapport V (1) - La sécurité et la santé dans les mines.
1.393-1	1.073	05.10.1993	Projet de deuxième Protocole additionnel à la Charte sociale européenne du Conseil de l'Europe prévoyant un système de réclamations collectives.
1.319-1	1.074	05.10.1993	Ressort de compétence de la Commission paritaire n° 317 pour les services de garde.
1.363-1	1.075	05.10.1993	Projet d'arrêté royal modifiant l'article 15 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs - Extension du champ d'application aux bénéficiaires d'un mandat de recherche octroyé par l'Institut flamand pour la promotion de la recherche scientifique-technologique dans l'industrie.
1.410-1	1.076	05.10.1993	Demandes de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs : : <ul style="list-style-type: none"> <li>- "Vereniging van Inrichtende Machten van het Katholiek Onderwijs VZW" (VIMKO).</li> <li>- Association des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement Catholique ASBL (APOEC).</li> </ul>

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.142/1 1.240/ 1.218 1.402-1	1.077	16.11.1993	Avant-projets d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 juin 1984 déterminant le règlement type des comités paritaires d'apprentissage et d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 juin 1986 déterminant, en matière d'apprentissage industriel, les conditions et les modalités générales d'agrément et de retrait d'agrément comme patron et/ou responsable de la formation.
1.422-1	1.078	16.11.1993	Loi du 23 juillet 1993 portant des mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes - Discrimination vis-à-vis de certains jeunes en ce qui concerne la diminution des cotisations sociales prévue par cette loi.
1.409-1	1.079	16.11.1993	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs - Association belge des Industries techniques de l'Image et du Son.
1.346-1	1.080	16.11.1993	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs - Association belge du Spectacle ASBL.
1.362-1	1.081	21.12.1993	Transposition en droit belge de la directive du Conseil des Communautés européennes du 24 juin 1992 modifiant la directive du 17 février 1975 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux licenciements collectifs.
455 1.308/ 1.372 1.427-1	1.082	21.12.1993	Arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur des indemnités d'invalidité et des prépensions - Adaptation des montants-planchers.
1.314-1	1.083	21.12.1993	Problèmes qui se sont posés lors des élections sociales de 1991.
1.226/ 1.304 1.417-1	1.084	21.12.1993	OIT - Soumission au Parlement des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail lors de sa 79e session (juin 1992) - Convention n° 173 et Recommandation n° 180 concernant la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur.
1.428-1	1.085	21.12.1993	Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises - Cotisations patronales pour 1994.

## 1994

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.431-1	1.086	28.01.1994	Projet d'arrêté royal définissant la nature des intempéries qui empêchent le travail.
1.192 1.401-1	1.087	28.01.1994	Projet de loi modifiant la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.
1.432	<b>CCE</b>	28.01.1994	Intervention patronale dans les nouveaux tarifs des cartes train.
1.426-1	1.088	01.03.1994	Exécution du Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale : - encouragement de l'emploi à temps partiel; - mesures destinées à faciliter la création d'emplois.
1.440-1	1.089	01.03.1994	Application de l'article 64, § 5 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés - Travail autorisé.
1.289/ 1.353 1.433-1	1.090	01.03.1994	OIT - Soumission au Parlement des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail lors de sa 80e session (juin 1993) - Convention n° 174 et Recommandation n° 181 concernant la prévention des accidents industriels majeurs.
1.218-1	1.091	01.03.1994	Exécution de l'article 3 de la loi du 23 juillet 1993 portant des mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes - Extension aux personnes qui sortent d'une action d'insertion et arrivent sur le marché du travail normal.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.414-1	1.092	29.03.1994	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet de loi adaptant certaines dispositions concernant la protection de la maternité;</li> <li>- Projet d'arrêté royal portant exécution de la directive du Conseil des Communautés européennes du 19 octobre 1992 concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail.</li> </ul>
1.445-1	1.093	29.03.1994	Projet d'arrêté royal fixant pour les travailleurs assujettis à l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande la rémunération fictive afférente aux journées d'inactivité assimilées à des journées de travail effectif par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés.
1.399 1.411-1	1.094	29.03.1994	Problématique du statut de sécurité sociale des personnes handicapées occupant un emploi.
1.446-1	1.095	29.03.1994	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 juin 1985 déterminant les conditions dans lesquelles les mineurs de quinze ans et plus peuvent conclure des contrats d'occupation d'étudiants.
1.389-1	1.096	29.03.1994	Problématique des régimes de retraite complémentaire.
1.366-1	<b>CCE</b>	30.03.1994	Proposition de règlement CE portant statut de la société coopérative européenne et proposition de directive CE complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne le rôle des travailleurs dans ladite société.
1.387-1	1.097	03.05.1994	Promotion de l'organisation des déplacements entre le domicile et le lieu de travail par l'établissement de plans de transports d'entreprise.
1.448-1	1.098	03.05.1994	Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises - Projets d'arrêté royal fixant les cotisations patronales pour les trois derniers trimestres de 1994.
1.434-1	1.099	07.06.1994	Elections sociales de 1995 : fixation de la date et de la durée des élections.
1.314/1-1	1.100	07.06.1994	Dispositions à prendre par l'arrêté royal en vue des prochaines élections sociales.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.455-1	1.101	07.06.1994	Projet d'arrêté royal fixant des modalités particulières d'application de la sécurité sociale des travailleurs salariés en ce qui concerne les travailleurs occasionnels occupés dans le secteur horticole.
1.399-2	1.102	26.07.1994	Arrêté de l'Exécutif flamand du 20 janvier 1993 instituant et réglant un régime d'apprentissage en vue de l'intégration professionnelle des personnes handicapées - Statut social des personnes concernées.
1.464-1	1.103	26.07.1994	Adaptation de la réglementation relative aux mesures : - en faveur des groupes à risques; - en faveur des actions ayant pour objet l'accueil des enfants.
1.436-1	1.104	26.07.1994	Proposition de loi relative au travail à domicile déposée par le Sénateur M. DIGHNEEF et consorts (Doc. Parl., Sénat, Session 1992-1993, n° 647-1 du 10 février 1993).
1.460-1	1.105	26.07.1994	OIT - 82e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1995) - Rapport V (1) - Le travail à domicile.
1.461-1	1.106	27.09.1994	OIT - 82e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1995) - Rapport VI (1) - Extension de la Convention (n° 81) sur l'Inspection du Travail, adoptée le 11 juillet 1947, aux activités des services non commerciaux.
1.397 1.468-1	1.107	27.09.1994	OIT - 82e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1995) - Rapport IV (1) - Sécurité et santé dans les mines.
1.314/2-1	1.108	09.11.1994	Vote et comptage automatisés lors des élections sociales.
1.469-1	1.109	09.11.1994	Projet d'arrêté royal adaptant certaines dispositions réglementaires applicables aux chômeurs qui effectuent des activités dans le cadre des agences locales pour l'emploi - Exclusion du champ d'application de : - l'article 21 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail; - l'article 14 de l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés.
1.418-1	1.110	01.12.1994	Avant-projet de loi concernant le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.450-1	1.111	01.12.1994	Proposition de loi relative aux transports par route effectués par des conducteurs engagés dans les liens d'un contrat de travail, déposée par M. DE MOL (Doc. Parl., Chambre, session 1992-1993, n° 1.056-1 du 9 juin 1993).
1.435-1	1.112	01.12.1994	Plan global - Projet d'arrêté royal relatif à l'information des conseils d'entreprise en matière d'emploi.
1.480/2-1	1.113	20.12.1994	Exclusion de l'indemnité complémentaire égale au double pécule du troisième jour de la quatrième semaine de vacances, de la base de perception des cotisations de la sécurité sociale.
1.473-1	1.114	20.12.1994	Problématique des chèques-services et des services de proximité - Impact sur l'emploi.
1.218-2	1.115	20.12.1994	Problématique du statut des personnes en insertion/formation.
1.449-1	1.116	20.12.1994	Projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 86 bis de la loi sur les hôpitaux.
1.482-1	1.117	20.12.1994	Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises - Cotisations patronales pour 1995.
1.185-1	<b>CCE</b>	27.12.1994	Intervention patronale dans les nouveaux tarifs des cartes train.

## 1995

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.370/7-1	1.118	09.01.1995	Travail en équipes - Travail de nuit - Exécution de l'Accord interprofessionnel 1993-1994 (point 13 de l'Accord et point 5 du Protocole).
1.487-1	1.119	07.02.1995	Prépension - Problème du délai de préavis prenant fin après expiration de la convention prépension.
1.419-1	1.120	07.02.1995	Pécule de vacances supplémentaire des jeunes travailleurs - Portée de certaines notions de l'article 5 des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971.
1.472-1	1.121	07.02.1995	Projet d'arrêté royal complétant la liste des mentions obligatoires contenues dans le règlement de travail, en exécution de la Directive 91/533/CEE du 14 octobre 1991 du Conseil des Communautés européennes relative à l'obligation de l'employeur d'informer le travailleur des conditions applicables au contrat ou à la relation de travail.
1.456-1	1.122	07.02.1995	Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail, déposée par Madame MAXIMUS et consorts (Doc. parl., Sénat, session extraordinaire 1991-1992, 437, n° 1 du 2 juillet 1992).
1.486-1	1.123	07.02.1995	Projet d'arrêté ministériel portant exécution de l'article 48 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays - Augmentation des montants des plafonds des salaires permettant aux employeurs de bénéficier d'une réduction des cotisations.
1.480/4-1	1.124	07.02.1995	Rapport à fournir par l'employeur sur les incitants en matière d'emploi - Exécution de l'accord interprofessionnel 1995-1996 (point I, 5, 1er alinéa).
1.483-1	1.125	07.02.1995	Projet de déclaration et projet de programme d'action, établis en préparation au Sommet mondial pour le développement social des 6-12 mars 1995 à Copenhague.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.474-1	1.126	07.02.1995	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs - Fédération des télévisions communautaires locales et régionales de la Communauté française de Belgique (Vidéotrame).
1.475/1 1.475/2 1.475/3	1.127	07.02.1995	Demandes de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs : - "VLAAMSE ACADEMIE VOOR KULTURELE BELANGEN (VAKBEL)"; - "FEDERATIE VAN WERKGEVERS VAN SOCIAAL-CULTUREEL WERK VZW (FWSCW)"; - CONFEDERATION DES EMPLOYEURS DES SECTEURS SPORTIF ET SOCIO-CULTUREL ASBL (CESSoC).
1.489-1	1.128	07.03.1995	Application de l'article 64, § 5 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés - Travail autorisé.
1.314/3-1	1.129	07.03.1995	Demande d'obtention d'une autorisation de procéder au vote par des moyens électroniques - SA ALCATEL BELL TELEPHONE, SA PHILIPS et SA BARCO.
1.502-1	1.130	27.06.1995	Proposition d'exclusion du champ d'application de la loi du 8 avril 1965 instituant des règlements de travail - Commerce de combustibles de la Flandre orientale.
1.506-1	1.131	25.06.1995	Projet d'arrêté royal excluant certaines catégories d'étudiants du champ d'application du Titre VI de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.
1.481-1	1.132	25.07.1995	Evaluation du plan global.
1.501-1	1.133	25.07.1995	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs - Fédération belge des négociants en combustibles et carburants (BRAFCO).
1.505-1	1.134	25.07.1995	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs - Coordination bruxelloise d'institutions sociales et de santé asbl.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.480/6-1	1.135	03.10.1995	Exemption de l'obligation de stage - Projet d'arrêté royal (Exécution de l'accord interprofessionnel 1995-1996).
1.512-1	1.136	03.10.1995	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs - Fédération belge de l'entretien du textile.
1.490-1	1.137	21.11.1995	Prépension conventionnelle à mi-temps - Problèmes d'application.
1.514-1	1.138	21.11.1995	OIT - 83e session de la Conférence internationale du Travail ((juin 1996) - Rapport IV (1) - Le travail à domicile.
1.518-1	1.139	21.11.1995	Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises - Cotisations patronales pour 1996.
1.519-1	1.140 <b><u>CNT-CCE</u></b>	05.12.1995	Avis pour répondre à la consultation des partenaires sociaux par le Parlement Fédéral en prévision de la Conférence Intergouvernementale de 1996.

## 1996

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.524-1	<b>CCE</b>	26.01.1996	Intervention patronale dans le prix des cartes train en application au 1er février 1996.
1.516-1	1.141	06.02.1996	Projet de loi relative à l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs.
1.525-1	1.142	06.02.1996	Travail autorisé des pensionnés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- article 64, § 5 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;</li> <li>- article 107, § 5 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.</li> </ul>
1.517-1	1.143	06.02.1996	Assujettissement des boursiers à la sécurité sociale - Projet d'arrêté royal modifiant l'article 15 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.
1.515-1	1.144	06.02.1996	Soumission au Parlement des instruments adoptés par la Conférence internationale du travail lors de sa 81e session (juin 1994) - Convention n° 175 et Recommandation n° 182 concernant le travail à temps partiel.
1.508-1	1.145	06.02.1996	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs - Union professionnelle de bandagistes et orthopédistes de Belgique.
1.523-1	1.146	06.02.1996	Demandes de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Alliance agricole belge;</li> <li>- Organisation fruitière belge (OFB);</li> <li>- "Vlaamse Tuinbouwkamer" (VTK).</li> </ul>

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.528-1	1.147	30.04.1996	Entreprises publiques autonomes - Projet d'arrêté royal modifiant l'article 11 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.
1.532-1	1.148	30.04.1996	OIT - 85e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1997) - Rapport VI (1) - Le travail en sous-traitance.
1.531-1	1.149	30.04.1996	OIT - 85e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1997) - Rapport V (1) - Conditions générales pour stimuler la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises.
1.542-1	1.150	24.05.1996	Avant-projet de loi portant exécution du contrat d'avenir pour l'emploi.
1.509-1	1.151	28.05.1996	Avant-projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés et avant-projets d'arrêtés royaux d'exécution correspondants.
1.526-1	1.152	28.05.1996	Projet d'arrêté royal relatif à la politique de gestion du stress dans les entreprises.
1.543-1	1.153	28.05.1996	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 décembre 1995 portant exécution de l'article 10 bis de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.
1.529-1	1.154	28.05.1996	Demandes de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs : - "Verbond sociale Ondernemingen"; - Fédération des Associations sociales et de santé.
1.533-1	1.155	28.05.1996	Demandes de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs : - "Federatie van Onafhankelijke seniorenzorg" (FOS); - Fédération des maisons de repos privées de Belgique (FEMARBEL-FERUBEL).

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.530-1	1.156	28.05.1996	Demandes de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>- "Vereniging van de Diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap";</li> <li>- Fédération d'employeurs de services d'aide à domicile;</li> <li>- Confédération des centres de coordination de soins et services à domicile;</li> <li>- Association de services d'aide aux familles et aux personnes âgées de la Région bruxelloise.</li> </ul>
1.536-1	1.157	28.05.1996	OIT - 85e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1997) - Rapport IV (1) - Révision de la Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949.
1.544-1	1.158 <b><u>CNT-CCE</u></b>	02.07.1996	Projet d'arrêté royal relatif au bilan social.
1.548-1	1.159	02.07.1996	Article 47 bis du projet de loi relatif à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité - Rappel de certains principes qui sous-tendent la négociation collective.
1.511-1	1.160	23.07.1996	OIT - Projet de recueil de directives pratiques sur la protection des données personnelles des travailleurs.
1.541-1	1.161	01.10.1996	Simplification et modernisation de l'administration sociale à tenir par les employeurs.
1.539-1	1.162	01.10.1996	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs de l'Union professionnelle du transport par route (UPTR).
1.541-2	1.163	29.10.1996	Simplification et modernisation de l'administration sociale à tenir par les employeurs - Instauration d'une carte d'identité sociale.
1.452/1-1	1.164	29.10.1996	Projet de loi relatif aux fermetures d'entreprises.
1.547-1	1.165	29.10.1996	Article 17, § 1er de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs - Dispense d'assujettissement à la sécurité sociale (employeurs ne poursuivant aucun but lucratif).

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.537-1	1.166	29.10.1996	Application de la sécurité sociale aux artistes de spectacle.
1.561-1	1.167	29.10.1996	Projet d'arrêté royal concernant la mise au travail de travailleurs salariés le dimanche dans des commerces de détail vendant principalement des meubles et des articles de jardin.
1.552-1	1.168	03.12.1996	Proposition de loi MAXIMUS-MERCHIERS modifiant l'article 26 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Sénat, SE 1995, 1-12/1 du 27 juin 1995).
1.566-1	1.169	03.12.1996	Projet de loi relatif au travail de nuit - emploi convenable.
1.561-2	1.170	03.12.1996	Projet d'arrêté royal concernant la mise au travail de travailleurs salariés le dimanche dans des commerces de détail vendant principalement des meubles et des articles de jardin.
1.563-1	1.171	03.12.1996	Projet d'arrêté royal concernant le travail des enfants - Composition et fonctionnement du Conseil consultatif relatif au travail des enfants.
1.571-1	1.172	03.12.1996	Rappel des règles essentielles au fonctionnement de la consultation instituée par la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil national du Travail.
1.562-1 1.569-1	1.173	18.12.1996	Réforme de la législation relative aux pensions en ce qui concerne l'âge de la retraite - Application de la directive 79/7/CEE du 19 décembre 1978 relative à la mise en œuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale.
1.577-1	1.174	18.12.1996	Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises - Cotisations patronales pour 1997.
1.387/1-1	1.175	18.12.1996	Promotion de l'organisation des déplacements entre le domicile et le lieu de travail par l'établissement de plans de transports d'entreprise - Exécution de l'avis unanime n° 1.097 du 3 mai 1994.

## 1997

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.587-1	1.176 <u>CNT-CCE</u>	19.02.1997	Projet d'arrêté royal portant des mesures de promotion de l'emploi spécifiques pour les petites et moyennes entreprises en application de l'article 7, § 2 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité - Réduction des cotisations de sécurité sociale.
1.561-3	1.177	19.02.1997	Projet d'arrêté royal concernant la mise au travail de travailleurs salariés le dimanche dans des commerces de détail vendant principalement des meubles et des articles de jardin.
1.590-1	1.178	05.03.1997	Projet d'arrêté royal contenant l'exécution de l'article 9 de l'arrêté royal du ... contenant des conditions plus précises relatives aux accords pour l'emploi en application de l'article 7, § 2 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité - Entreprises en difficulté ou en restructuration.
1.592-1	1.179	05.03.1997	Projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 8 de l'arrêté royal du ... contenant des conditions plus précises relatives aux accords pour l'emploi en application des articles 7 § 2, 30, § 2 et 33 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité - Conditions pour bénéficier de la réduction de cotisations.
1.556-1	1.180	05.03.1997	Proposition de loi adaptant la législation du travail à la loi relative à la majorité civile - Revenu minimum mensuel moyen garanti.
1.555-1	1.181	29.04.1997	Projet d'arrêté royal relatif à l'introduction d'un droit au congé parental.
1.588-1	1.182	29.04.1997	O.I.T. - Soumission au Parlement des instruments adoptés par la Conférence internationale du travail lors de sa 83e session (juin 1996) - Convention n° 177 et Recommandation n° 184 concernant le travail à domicile.
1.595-1	1.183	30.05.1997	Procédures d'information et de consultation en cas de fermeture d'entreprises.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.491-1	1.184	30.05.1997	Mise en oeuvre de la directive-CE du 23 novembre 1993 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.
1.599-1	1.185	30.05.1997	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs - Adaptation des sanctions en cas de non-respect des modalités de tenue de la carte cueillette dans le secteur horticole.
1.602-1	1.186	30.05.1997	S.A. Grottes de Han-sur-Lesse et de Rochefort - S.A. Chemins de fer vicinaux.
1.591-1	1.187	30.05.1997	Projet d'arrêté royal modifiant les articles 6 et 6 bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs - Sécurité sociale pour les sportifs rémunérés.
1.581-1	1.188	25.06.1997	O.I.T. - 86e session de la Conférence internationale du travail (juin 1998) - Rapport VI (1) - Le travail des enfants.
1.604-1	1.189	22.07.1997	Loi du 17 février 1997 relative au travail de nuit : - détermination de la notion de régime de travail comportant des prestations de nuit; - institution d'une procédure de consultation des travailleurs.
1.541-3	1.190	22.07.1997	Simplification et modernisation de l'administration sociale à tenir par les employeurs - Période de référence.
1.549-1	1.191	22.07.1997	Conseil de l'Europe - 13e rapport (II) du Comité gouvernemental de la Charte sociale européenne - Non-respect par la Belgique de certaines dispositions.
1.585-1	1.192	22.07.1997	Statut en sécurité sociale des travailleurs à domicile.
1.616-1	1.193	22.07.1997	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs - Occupation des étudiants dans le secteur socio-culturel, sportif et de la jeunesse.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.611-1	1.194	22.07.1997	Réglementation de la sécurité sociale - Adaptation des textes compte tenu de : - la publication de la loi du 6 décembre 1996 relative au travail à domicile; - la notion de "personnel académique" du décret du 12 juin 1991 du Conseil flamand relatif aux universités dans la Communauté flamande; - dissolution de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux.
1.621-1	1.195	04.11.1997	Projets de loi et d'arrêté royal concernant les Fonds de sécurité d'existence.
1.628-1	1.196	04.11.1997	Travail autorisé des pensionnés : - article 64, § 5 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés - article 107, § 5 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.
1.582-1	1.197	04.11.1997	Statut d'insertion - Avant-projet de loi concernant les contrats d'insertion.
1.553-1	1.198	04.11.1997	Proposition de loi MAXIMUS-MERCHIERS modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Sénat, S.E., 1995, 1-13/1 du 27 juin 1995).
1.612-1	1.199	04.11.1997	Avant-projet de loi et avant-projet d'arrêté royal relatifs à la rémunération des demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer occupés dans des entreprises d'insertion ou des sociétés à finalité sociale.
1.618-1	1.200	04.11.1997	Exemption de l'obligation de stage - Projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 10 bis de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.
1.626-1	1.201	04.11.1997	Modification des horaires de travail - Sœurs de la Providence et de l'I.C. Province du Sud - ASBL.
1.627-1	1.202	04.11.1997	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs de la "Landelijke Vereniging voor het Jutezakkenbedrijf".
1.615-1	1.203 <b><u>CNT-CCE</u></b>	02.12.1997	Implication des travailleurs dans la société européenne.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.622-1	1.204	02.12.1997	Propositions de loi de Messieurs Boutmans et Olivier visant respectivement à compléter l'article 37, 12° et à insérer un article 38 ter dans la loi du 16 mars 1971 sur le travail, en vue de mieux protéger les travailleurs chargés du transport de fonds.
1.624-1	1.205	02.12.1997	O.I.T. - 86e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1998) - Rapport IV (1) - Conditions générales pour stimuler la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises.
1.633-1	1.206	02.12.1997	O.I.T. - 86e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1998) - Rapport V (1) - Le travail en sous-traitance.
1.623-1	1.207	02.12.1997	O.I.T. - Portefeuille de questions pour l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail.
1.630-1	1.208	02.12.1997	O.I.T. - Politique de révision des normes.
1.629-1	1.209	02.12.1997	O.I.T. - Dénonciation par la Belgique de plusieurs conventions internationales du travail.
1.568-1	1.210 <b><u>CNT-CCE</u></b>	17.12.1997	Problématique du passage à l'euro dans les relations entre entreprises et salariés concernant : - les aspects comptables et fiscaux - les aspects de l'administration sociale.
1.606-1	1.211	17.12.1997	CCT n° 17 - Arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 17 février 1993 (Egalité de rémunération entre hommes et femmes).
1.632-1	1.212	17.12.1997	Arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur des indemnités d'invalidité et des prépensions et loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales (article 50) - Adaptation des montants-planchers.
1.641-1	1.213	17.12.1997	Sécurité sociale - Conditions d'octroi des titres-repas non considérés comme rémunération et exonérés du calcul de cotisations de sécurité sociale.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.634-1	1.214	17.12.1997	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs de la Fédération bruxelloise des ateliers protégés francophones (FEBRAP).
1.603-1	1.215	17.12.1997	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs de la Fédération royale belge des sociétés de basket-ball.
1.603-2	1.216	17.12.1997	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs de la Fédération royale belge de volley-ball.
1.442-1	1.217	17.12.1997	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs de la Chambre nationale des huissiers de justice.
1.463-1	1.218	17.12.1997	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs de l'Association professionnelle du libre service indépendant en alimentation.
1.639-1	1.219	17.12.1997	Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises - Cotisations patronales pour l'année 1998.
1.637-1	<b>CCE</b>	17.12.97	Intervention des employeurs dans le prix des cartes train en application au 1er février 1998.

## 1998

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.642-1	1.220	29.01.1998	Coefficient de conversion pour passer de l' "indice-santé" (base 1988 = 100) à l' "indice-santé" (base 1996 = 100).
1.541-4	1.221	29.01.1998	Simplification et modernisation de l'administration sociale à tenir par les employeurs - Problématique des jours assimilés.
1.646-1	1.222	29.01.1998	Adaptation des montants applicables au travail autorisé des ouvriers mineurs pensionnés pour invalidité.
1.645-1	1.223	10.03.1998	Modification des périodes de non-assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs occupés à la culture et à la cueillette du houblon - Projet d'arrêté royal modifiant l'article 17 ter de l'arrêté royal du 28 novembre 1969.
1.644-1	1.224	10.03.1998	Prolongation du congé de maternité en cas d'hospitalisation de l'enfant - Proposition de loi de la sénatrice CANTILLON et consorts.
1.613-1	1.225	10.03.1998	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs de la Fédération des établissements libres subventionnés indépendants.
1.545-1	1.226	07.04.1998	Date et période des prochaines élections sociales.
1.640-1	1.227	07.04.1998	Problèmes relatifs à l'intervention du Fonds de fermeture en matière d'indemnité complémentaire de prépension.
1.662-1	1.228	07.04.1998	Projets d'arrêté royal relatifs aux réductions de cotisations patronales accordées au secteur non marchand.
1.663-1	1.229	07.04.1998	Dérogations à la loi du 16 mars 1971 sur le travail en ce qui concerne le travail de nuit et le travail le dimanche - Centre européen pour Enfants disparus et sexuellement exploités.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.652-1	1.230 <u>CNT-CCE</u>	16.06.1998	Proposition de loi sur la participation des travailleurs salariés dans l'entreprise (Doc. parl. Sénat, session 1996-1997, n° 1-624/1 du 6 mai 1997).
1.657-1	1.231	16.06.1998	Projet de loi relatif au contrat de travail ALE.
1.668-1	1.232	16.06.1998	Option sur actions - Exclusion de la rémunération servant de base au calcul des cotisations de sécurité sociale.
1.666-1	1.233	16.06.1998	Charte de l'assuré social - Adaptation de la réglementation applicable au secteur de l'assurance chômage.
1.665-1	1.234	16.06.1998	Détermination des dispositions de la loi du 25 avril 1963 applicables aux organes d'administration fonctionnant dans le secteur de l'assurance maladie-invalidité - Modifications formelles et extension au Comité de gestion des ouvriers mineurs.
1.545-2	1.235	16.06.1998	Modification de la législation en vue des prochaines élections sociales.
1.648-1	1.236	16.06.1998	Projet de coordination de la réglementation relative à l'organisation du travail
1.650-1	1.237	16.06.1998	OIT - 87e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1999) - Rapport V (1) - La protection de la maternité au travail - Révision de la convention (n° 103) (révisée) et de la recommandation (n° 95) sur la protection de la maternité, 1952.
1.672-1	1.238	16.06.1998	Projet d'arrêté royal fixant les règles et modalités spéciales d'application du congé-éducation payé pour les travailleurs salariés dans les PME - Exécution de l'article 26 de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante.
1.621/1-1	1.239	16.06.1998	Exécution de la convention collective de travail n° 66 et de l'avis n° 1.195 du 4 novembre 1997 concernant les Fonds de sécurité d'existence - Projet d'arrêté royal en exécution de l'article 13 bis de la loi du 7 janvier 1958 relative aux Fonds de sécurité d'existence.
1.675-1	1.240	17.07.1998	Egalité de traitement entre hommes et femmes au travail.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.677-1	1.241	17.07.1998	Projet de loi portant des dispositions sociales - Ruling social.
1.549/1-1	1.242	17.07.1998	Conseil de l'Europe : 13e rapport (II) du Comité gouvernemental de la Charte sociale européenne - Non-respect par la Belgique de certaines dispositions (pauses d'allaitement).
1.681-1	1.243	17.07.1998	Apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés - Avant-projet d'arrêté royal fixant le maximum de l'indemnité d'apprentissage applicable aux apprentis dont le contrat d'apprentissage est régi par la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés.
1.651-1	1.244	06.10.1998	Médecine de contrôle : - avant-projet de loi (article 31 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail) - proposition de loi déposée par Madame MAXIMUS et Monsieur OLIVIER.
1.674-1	1.245	06.10.1998	Délais octroyés aux secrétariats sociaux pour le transfert des déclarations ONSS et des cotisations.
1.679-1	1.246	06.10.1998	Assujettissement à la sécurité sociale des personnes qui effectuent des transports de personnes - Exclusion de la rémunération servant de base au calcul des cotisations sociales de l'indemnité kilométrique allouée pour les déplacements à bicyclette.
1.699-1	1.247	23.11.1998	Revenu minimum mensuel moyen garanti (CCT n° 43) - Secteur des Ateliers protégés.
1.541-5	1.248	23.11.1998	Simplification et modernisation de l'administration sociale à tenir par les employeurs - Test d'une proposition alternative à celle de la Task force.
1.664-1	1.249	23.11.1998	Influence de l'allongement des délais de prescription en matière de perception des cotisations de sécurité sociale sur les délais de prescription en matière de paiement des prestations de sécurité sociale.
1.698-1	1.250	23.11.1998	Suppression des cotisations capitatives dans le secteur des allocations familiales - Adaptation de l'arrêté royal du 28 novembre 1969.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.671-1	1.251	23.11.1998	Prime de camp - Exclusion de la rémunération servant de base au calcul des cotisations de sécurité sociale.
1.679-2	1.252	23.11.1998	Assujettissement à la sécurité sociale des personnes qui effectuent des transports de personnes.
1.683-1	1.253	23.11.1998	Dérogation à l'interdiction de travailler le dimanche et les jours fériés - Banque nationale de Belgique et établissements de crédit actifs en Belgique.
1.545-3	1.254	23.11.1998	Vote par des moyens électroniques lors des élections sociales.
1.697-1	1.255	23.11.1998	O.I.T. - 87e session de la Conférence internationale du Travail (juin 1999) - Rapport IV (1) - Travail des enfants.
1.700-1	1.256	15.12.1998	Arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur des indemnités d'invalidité et des prépensions et loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales (article 50) - Adaptation des montants-planchers.
1.541-6	1.257	15.12.1998	Simplification et modernisation de l'administration sociale à tenir par les employeurs - Scénario alternatif de la Task force.
1.701-1	1.258	15.12.1998	Proposition de loi visant à assurer la résorption du chômage structurel et la réinsertion des chômeurs de longue durée (déposée par M. OLIVIER et consorts).
1.708-1	1.259	15.12.1998	Prise en compte des primes variables dans le calcul du pécule de vacances.

## 1999

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.703	1.260 <u>CNT-CCE</u>	10.02.1999	Exécution de l'Accord interprofessionnel du 8 décembre 1998 : augmentation du salaire net des travailleurs rémunérés au revenu minimum moyen garanti.
1.691-1	1.261	10.02.1999	Octroi d'un petit chômage en cas de décès d'arrière-grands-parents et d'arrière-petits-enfants.
1.621/2-1	1.262	10.02.1999	Fonds de sécurité d'existence - Problématique de la garantie des engagements financiers.
1.704-1	1.263	10.02.1999	Assujettissement à la sécurité sociale des jeunes soumis à l'obligation scolaire à temps partiel.
1.718-1	1.264	10.02.1999	Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises - Cotisations patronales pour l'année 1999.
1.686-1	1.265	10.02.1999	Demande de reconnaissance comme organisation représentative d'employeurs : "Belgian Aircraft Handling Association" (BAHA).
1.541-7	1.266	10.03.1999	Simplification et modernisation de l'administration sociale à tenir par les employeurs.
1.689-1 1.711-1	1.267	30.03.1999	Amplification d'occupation de personnes handicapées dans le secteur privé - Exécution de l'Accord interprofessionnel : Etude des mesures pour l'emploi des handicapés.
1.661-1	1.268	30.03.1999	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés.
1.609-1	1.269	30.03.1999	Ressort de compétence des commissions paritaires.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.722-1	1.270	30.03.1999	Elections sociales de l'an 2000 : fixation de la date et de la période des élections.
1.716-1	1.271	30.03.1999	Assujettissement à la sécurité sociale - Allocations forfaitaires de départ des agents des cabinets ministériels, régionaux et communautaires.
1.715-1	1.272	30.03.1999	Dérogation à l'interdiction de travailler le dimanche - ASBL Zusters Franciskanessen van Gent, ASBL Burst et ASBL Hansbeke.
1.541-8	1.273	27.04.1999	Simplification et modernisation de l'administration sociale à tenir par les employeurs - Notion de travail à temps plein/partiel et période de référence.
1.721-1	1.274	27.04.1999	Exécution de certaines dispositions de la charte de l'assuré social en ce qui concerne l'assurance accidents du travail dans le secteur privé.
1.712-1	1.275	27.04.1999	Assujettissement à la sécurité sociale - Etudiants travailleurs intérimaires.
1.731-1	1.276	27.04.1999	Régime des vacances annuelles des agents contractuels des autorités locales.
1.733-1	1.277	27.04.1999	Prestations effectuées dans le cadre d'un contrat de travail ALE - Exonération des cotisations sociales.
1.727-1	1.278	27.04.1999	Projet d'arrêté royal visant à modifier l'article 3 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 - Assujettissement à la sécurité sociale dans le secteur du gardiennage.
1.730-1	1.279	27.04.1999	Projet d'arrêté royal d'extension du champ d'application de la section 6 - octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs - du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.
1.544/3	1.280 <b><u>CNT-CCE</u></b>	27.04.1999	Projet d'arrêté royal relatif aux modifications de l'arrêté royal du 4 août 1996 relatif au bilan social.
1.707-1	1.281	01.06.1999	Documents sociaux - Travail saisonnier/occasionnel dans les entreprises du secteur de l'agriculture.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.719-1	1.282	01.06.1999	OIT - 88e session de la Conférence internationale du Travail (juin 2000) - Rapport VI (1) - La sécurité et la santé dans l'agriculture.
1.643-1 1.680-1	1.283	14.07.1999	Mise en oeuvre du projet de loi relatif aux fermetures d'entreprises.
1.745-1	1.284	05.10.1999	Transmission de documents aux conseils d'entreprise ou aux comités de concertation - Projet d'arrêté royal du 15 juin 1998 exécutant l'article 86 bis de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987.
1.747-1	1.285	05.10.1999	Demande de reconnaissance comme organisation professionnelle représentative d'employeurs : "Verbond Sociale Ondernemingen".
1.757-1	1.286	05.10.1999	OIT - 88e session de la Conférence internationale du Travail (juin 2000) - Rapport VII (1) - Retrait de la convention sur la durée du travail (mines de charbon), 1931, de la convention (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935, de la convention de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936, de la convention de réduction de la durée du travail (textile), 1937, et de la convention sur les travailleurs migrants, 1939.
1.736-1	1.287	17.11.1999	Octroi d'un petit chômage aux travailleurs cohabitants.
1.756-1	1.288	17.11.1999	Adaptation des montants applicables au travail autorisé des travailleurs salariés pensionnés et des ouvriers mineurs pensionnés pour invalidité.
1.749-1	1.289	17.11.1999	Sécurité sociale - Exonération du calcul des cotisations sociales des chèques repas octroyés aux fonctionnaires de certains gouvernements régionaux et communautaires en 1990, 1991 et 1992.
1.713-1	1.290	17.11.1999	Projet de loi transposant la directive 96/71/CE du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services.
1.758-1	1.291	17.11.1999	OIT - Application de la Convention n° 144 concernant les consultations tripartites destinées à promouvoir la mise en oeuvre des normes internationales du travail.

N° dossier	N° avis	Date	Objet
1.759-1	1.292	17.11.1999	OIT - 88e session de la Conférence internationale du Travail (juin 2000) - Rapport IV (1) - La protection de la maternité au travail - Révision de la convention (n° 103) (révisée) et de la recommandation (n° 95) sur la protection de la maternité, 1952.
1.720-1	1.293 <b>CNT-CCE</b>	20.12.1999	Exécution de l'Accord interprofessionnel du 8 décembre 1998 : étude des pièges du chômage.
1.746-1	1.294	20.12.1999	Exécution de l'Accord interprofessionnel du 8 décembre 1998 : problématique de la fin de carrière.
1.738-1	1.295	20.12.1999	Exécution de l'Accord interprofessionnel du 8 décembre 1998 : Mise à disposition de travailleurs.
1.767-1	1.296	20.12.1999	Arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur des indemnités d'invalidité et des prépensions et loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales (article 50) - Adaptation des montants-planchers.
1.755/1-1	1.297	20.12.1999	Phase définitive du passage à l'euro : avant-projets de loi.
1.750-1	1.298	20.12.1999	Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 juin 1990 déterminant les dérogations à la limite minimale de la durée des prestations des travailleurs.
1.773-1	1.299	20.12.1999	Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises - Cotisations patronales pour l'année 2000.
1.751-1	1.300	20.12.1999	Demande de reconnaissance comme organisation représentative d'employeurs - "Koninklijk Verbond der Beheerders van Goederenstromen".
1.771-1	<b>CCE</b>	20.12.1999	Intervention des employeurs dans le prix des cartes train en application au 1er février 2000.